

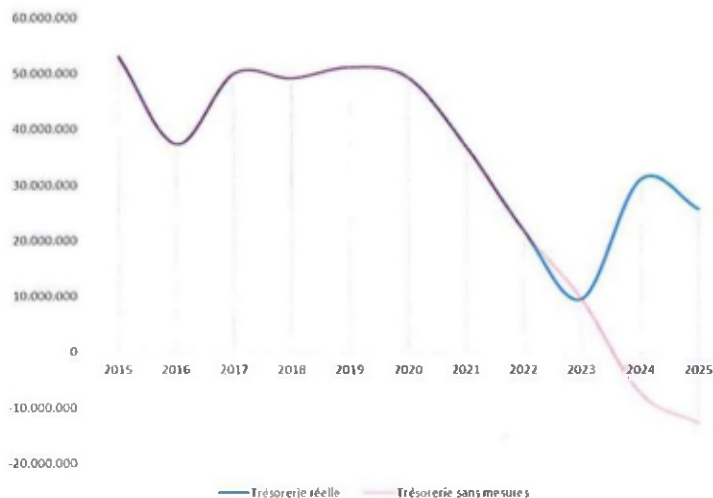
LE RAPPORT DE GESTION

I Evolution des affaires, résultats et situation de l'Intercommunale

L'exercice 2025 a été marqué par plusieurs faits importants :

- Approbation de la trajectoire tarifaire 2025 – 2029 pour la CILE et la SPGE par le Ministre wallon de l'Environnement le 27 janvier 2025 : le Coût-Vérité Distribution appliqué au 1^{er} février 2025 s'élève à 3,3552 EUR/m³ contre 3,0552 EUR/m³ en 2024. Le Coût-Vérité Assainissement, quant à lui, passe de 2,3650 €/m³ à 2,6150 €/m³ à la même date ;
- Obtention de l'accord de la FSMA, sous conditions, en vue de l'utilisation d'une partie des surcouvertures du canton CILE géré par Ogeo FUND pour le financement de notre programme pluriannuel d'investissements ;
- L'augmentation des volumes consommés (+ 915.126 m³ soit +3.39%) qui résulte notamment d'une année 2025 plus sèche que la moyenne ;
- Le ralentissement des investissements des communes associées, ainsi que l'absence d'accord-cadre permettant une réorientation rapide des investissements, ont impacté la mise en œuvre de notre programme d'investissements ;
- Poursuite du programme de remplacement des raccordements en plomb, conformément aux objectifs de sécurité sanitaire, de conformité réglementaire et d'amélioration durable de la qualité de l'eau distribuée ;
- Réalisation des investissements à Lantin afin d'assurer une alimentation en eau de qualité, fiable et conforme aux exigences sanitaires de l'établissement pénitentiaire ;
- Poursuite du plan d'économies et d'optimisation des coûts, conformément aux objectifs du plan stratégique visant à renforcer l'efficacité opérationnelle, à maîtriser durablement les charges et à préserver la soutenabilité financière de l'Intercommunale.

En conséquence, l'évolution de notre trésorerie entre 2015 et 2025 peut se résumer comme suit :



Si l'exercice 2025 confirme une amélioration de la situation financière, portée notamment par l'augmentation des volumes consommés et par des décisions favorables en matière tarifaire et de financement, cette évolution demeure en partie tributaire de facteurs conjoncturels et de leviers non récurrents.

Elle constitue dès lors un signal encourageant, mais insuffisant à lui seul pour garantir durablement l'équilibre financier de l'Intercommunale.

Dans un modèle économique reposant quasi exclusivement sur la vente d'eau, et dans un environnement marqué par la persistance des pressions inflationnistes sur les coûts d'exploitation et d'investissement, il apparaît indispensable de renforcer structurellement la capacité de la CILE à générer des ressources pérennes.

À cet égard, l'adaptation régulière de la trajectoire du Coût-Vérité Distribution demeure un levier essentiel afin d'assurer la soutenabilité financière, de préserver la capacité d'investissement et de permettre la réalisation des objectifs stratégiques à moyen et long terme.

1. Le Bilan

Le bilan s'appuie sur un pied de 460,098 millions d'EUR venant de 456,383 millions d'EUR l'exercice précédent.

1.1. ACTIF

1.1.1. Actifs immobilisés

Les actifs immobilisés totalisent 373,294 millions d'EUR.

Les immobilisations incorporelles à la clôture de l'exercice 2025 passent de 9,761 millions d'EUR à 8,578 millions d'EUR.

| | |
|--------------------------------|--------------------|
| Mouvements de l'exercice : | 1,429 MEUR |
| Amortissements de l'exercice : | <u>-2,612 MEUR</u> |
| | -1,183 MEUR |

Les immobilisations corporelles augmentent de 6,672 millions d'EUR, passant de 352,480 millions d'EUR à 359,152 millions d'EUR, par les mouvements de l'exercice en acquisitions, désaffectations et amortissements :

| | |
|----------------------------------|---------------------|
| - Acquisitions de l'exercice : | 20,975 MEUR |
| · via achats directs | 0,557 MEUR |
| · via travaux | 20,418 MEUR |
| - Cessions/désaffectations : | -0,018 MEUR |
| · les valeurs d'acquisition : | -0,186 MEUR |
| · les amortissements : | 0,168 MEUR |
| - Amortissements de l'exercice : | <u>-14,285 MEUR</u> |
| | 6,672 MEUR |

Les désaffectations et cessions de l'exercice ont généré 18 mille EUR d'amortissements exceptionnels (charges d'exploitation non récurrentes), ainsi que 4 mille EUR de plus-values sur réalisations d'actifs immobilisés (produits d'exploitation non récurrents).

L'évolution des immobilisations corporelles est répartie comme suit :

| | |
|--|-------------|
| - Terrains et constructions | -1,233 MEUR |
| - Installations, machines et outillage | 10,379 MEUR |
| - Mobilier et matériel roulant | -0,036 MEUR |
| - Autres immobilisations corporelles | -0,01 MEUR |
| - Immobilisations en cours | -2,428 MEUR |
| | 6,672 MEUR |

Le montant total des dépenses d'investissement en 2025 atteint 22,404 millions d'EUR, pour lesquelles des participations de tiers à concurrence de 3,542 millions d'EUR ont été obtenues. Ces prises en charge par des tiers portent sur :

- Les extensions/renforcements de réseaux et les nouveaux raccordements à charge des demandeurs en vertu du Code de l'Eau pour 3,273 millions d'EUR ;
- Le déplacement de nos installations pour 269 mille EUR.

Cette baisse des investissements par rapport à 2024 s'explique notamment par le report de l'exécution de nombreux chantiers conjoints prévus au cours de l'exercice 2025, sur décisions de nos associés communaux ainsi que par l'absence d'accord-cadre permettant rapidement de réorienter les investissements.

La valeur des immobilisations financières n'a pas évolué sur l'exercice 2025 et s'élève à 5,564 millions d'EUR.

1.1.2. Actifs circulants

Les actifs circulants diminuent de 1,774 million d'EUR, passant de 88,578 à 86,805 millions d'EUR.

A. Créances à plus d'un an

Les créances à plus d'un an sont similaires à celles de 2024, soit 60 mille EUR. Ce montant correspond à l'avance de fonds, sans intérêts et sans échéance définie, faite par la CILE à l'association à vocation sociale « L'Eau Solidaire » constituée, en 2018, au bénéfice du personnel de la CILE.

B. Stocks

La valeur des stocks s'élève à 5,313 millions d'EUR, elle augmente de 155 mille EUR par rapport à un an plus tôt. Les stocks sont répartis comme suit :

| | Ex. 2025 | Ex. 2024 | Variation |
|------------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| Stocks pièces et fournitures | 3,850 MEUR | 3,767 MEUR | 0,083 MEUR |
| Études et travaux en cours | 1,463 MEUR | 1,391 MEUR | 0,072 MEUR |
| Total | 5,313 MEUR | 5,158 MEUR | 0,155 MEUR |

C. Créances à un an au plus

Les créances à un an au plus, qui se composent de créances commerciales et d'autres créances diverses, augmentent de 4,187 millions EUR par rapport à 2024, pour atteindre 36,469 millions d'EUR.

Le total des créances commerciales augmente de 12,91%, soit de 3,902 millions d'EUR. Cette augmentation se traduit principalement par l'impact de la majoration du CVD (+ 0,20 €/m³) et CVA (+ 0,25 €/m³) au 1^{er} février 2025.

Les autres créances à un an au plus, principalement impactées par le solde de notre compte courant TVA, augmentent de 0,285 million d'EUR par rapport à l'exercice 2024.

D. Placements de trésorerie

Au 31 décembre 2025, les placements de trésorerie atteignent 0,797 million d'EUR. Ils augmentent de 45 mille EUR en regard de l'année précédente.

E. Valeurs disponibles

A la clôture de l'exercice 2025, les valeurs disponibles s'élèvent à 24,981 millions d'EUR. Elles sont de 5,365 millions d'EUR inférieures par rapport à la situation financière du 31 décembre 2024 (30,346 millions d'EUR).

F. Comptes de régularisation

Les comptes de régularisation d'actif totalisent 19,184 millions d'EUR venant de 19,979 millions d'EUR en 2024.

Les comptes de régularisation d'actif se décomposent de la manière suivante :

| | Ex. 2025 | Ex. 2024 | Variation |
|--|--------------------|--------------------|--------------------|
| Produit à recevoir sur l'assainissement | 12,590 MEUR | 13,599 MEUR | -1,009 MEUR |
| Produit à recevoir sur les acomptes émis | 4,722 MEUR | 4,212 MEUR | 0,510 MEUR |
| Charges à reporter | 1,684 MEUR | 2,065 MEUR | -0,381 MEUR |
| Produits divers à percevoir | 0,188 MEUR | 0,103 MEUR | 0,085 MEUR |
| Total | 19,184 MEUR | 19,979 MEUR | -0,795 MEUR |

1.2. PASSIF

1.2.1. Capitaux propres

Les capitaux propres s'élèvent à 366,626 millions d'EUR, venant de 360,929 millions d'EUR un an plus tôt, ils enregistrent une augmentation de 5,697 millions d'EUR.

A. Apports

Les apports indisponibles restent inchangés par rapport à 2024 s'élevant à 49,837 millions d'EUR.

B. Plus-values de réévaluation

Les plus-values de réévaluation totalisent 52,941 millions d'EUR. Par rapport à 2024, elles sont en retrait de 2,054 millions d'EUR en conséquence des amortissements pratiqués pour l'exercice 2025 sur les valeurs résiduelles comptables des réévaluations antérieurement opérées sur les actifs corporels fixes.

Conformément aux recommandations des normes comptables, la contrepartie de l'amortissement acté sur ces réévaluations a été transférée aux réserves disponibles.

C. Réserves

A la clôture de l'exercice, les réserves s'élèvent à 180,315 millions d'EUR. Elles croissent de 2,277 millions d'EUR par rapport à la situation du 31 décembre 2024, aux motifs :

- De l'affectation bénéficiaire 2025, dont 5 % à la réserve légale, soit 0,223 millions d'EUR ;
- Du transfert, aux réserves disponibles, des réévaluations amorties en 2025, soit 2,054 millions d'EUR ;

D. Résultat reporté

Pour l'exercice 2025, le report du bénéfice se matérialise comme suit :

| | |
|----------------------------------|-------------------|
| Bénéfice reporté au 01-01-2025 : | 45,880 MEUR |
| Affectation bénéficiaire 2025 : | <u>4,243 MEUR</u> |
| Bénéfice reporté au 31-12-2025 : | 50,123 MEUR |

E. Subsidés en capital

Les subsidés en capital, composés essentiellement de la participation des tiers dans les extensions/renforcements de réseaux et les nouveaux raccordements augmentent de 1,195 million d'EUR, passant de 32,179 à 33,374 millions d'EUR.

Cette participation dans les investissements 2025 s'élève à 3,542 millions d'EUR.

1.2.2. Provisions

Globalement, les provisions diminuent de 0,551 million EUR, passant de 3,943 millions d'EUR à 3,392 millions d'EUR à la clôture de l'exercice 2025.

En mouvements de l'exercice, les provisions s'articulent sur des dotations à concurrence de 2,097 millions d'EUR.

Des utilisations et reprises à concurrence de 2,648 millions d'EUR. Dans le détail, ces mouvements sur les provisions se ventilent comme suit :

| PROVISIONS | Situation au 01/01/2025 | Mouvements de l'exercice | | Situation au 31/12/2025 |
|---|----------------------------|--------------------------|-----------------------------|----------------------------|
| | | Dotations | Utilisations et reprises | |
| Obligations sociales statutaires | 1,270 MEUR | 1,286 MEUR | -1,232 MEUR | 1,323 MEUR |
| Remplacement compteurs vétustes | 1,284 MEUR | | -0,433 MEUR | 0,851 MEUR |
| Remplacement compteurs « Box » | 0,223 MEUR | | -0,154 MEUR | 0,069 MEUR |
| Fonds Social droit tirage | 0,599 MEUR | 0,649 MEUR | -0,599 MEUR | 0,649 MEUR |
| Fonds social - Frais de fonctionnement | 0,075 MEUR | 0,081 MEUR | -0,075 MEUR | 0,081 MEUR |
| Fonds social - Améliorations techniques | 0,075 MEUR | 0,081 MEUR | -0,075 MEUR | 0,081 MEUR |
| Réhabilitation d'ouvrages | 0,080 MEUR | | -0,080 MEUR | 0,000 MEUR |
| Litige social | 0,337 MEUR | | | 0,337 MEUR |
| TOTAL | 3,943 MEUR | 2,097 MEUR | -2,648 MEUR | 3,392 MEUR |

1.2.3. Dettes

A la clôture de l'exercice et toutes échéances confondues, les dettes diminuent de 1,395 million d'EUR, passant de 91,511 millions d'EUR au 31 décembre 2024 à 90,116 millions d'EUR au 31 décembre 2025.

A. Dettes à plus d'un an

Les dettes à plus d'un an, composées uniquement de dettes financières, s'élèvent à 47,442 millions d'EUR, elles régressent de 4,100 millions d'EUR par le transfert des annuités de remboursement en capital à la B.E.I. sur les quatre tranches de prélèvement.

B. Dettes à un an au plus

Au 31 décembre 2025, les dettes à un an au plus sont en hausse de 2,767 millions d'EUR, passant de 38,649 à 41,416 millions d'EUR.

1. Dettes financières échéant dans l'année

Les dettes à plus d'un an échéant dans l'année se totalisent à 4,100 millions d'EUR et correspondent aux échéances annuelles de notre emprunt BEI.

2. Dettes commerciales

Les dettes commerciales augmentent de 3,716 millions d'EUR par rapport à la situation 2024, passant de 22,943 à 26,659 millions d'EUR.

3. Acomptes reçus sur commandes

Les avances perçues en confirmation de commandes pour travaux (raccordements, extensions, compteurs supplémentaires, ...) se totalisent à 238 mille EUR, elles diminuent de 18 mille EUR par rapport à 2024.

4. Dettes fiscales, salariales et sociales

Le cumul des dettes fiscales, salariales et sociales de 2025 est 372 mille EUR supérieur à celui de 2024, il s'élève à 8,934 millions d'EUR contre 8,562 millions d'EUR.

Les dettes fiscales augmentent de 117 mille EUR par rapport à l'exercice 2024.

A la clôture de l'exercice, les dettes sociales ont progressé de 254 mille EUR, suite principalement à la hausse de la provision annuelle pour pécules de vacances (+ 244 mille EUR).

5. Autres dettes

Les autres dettes à un an au plus diminuent de 1,303 million d'EUR. Celles-ci s'établissent à 1,484 million d'EUR contre 2,787 millions EUR en 2024. Elles reprennent les éléments suivants :

| | Ex. 2025 | Ex. 2024 | Variation |
|---|-------------------|-------------------|--------------------|
| Comptes courants des communes associées | 0,238 MEUR | 1,658 MEUR | -1,420 MEUR |
| Versements litigieux à rembourser | 0,064 MEUR | 0,058 MEUR | 0,006 MEUR |
| Fonds européens détenus pour l'étude du Smart Meter | 0,110 MEUR | 0,110 MEUR | 0,000 MEUR |
| Solde disponible du fonds social CILE | 0,082 MEUR | 0,082 MEUR | 0,000 MEUR |
| Solde disponible du fonds social territorial | 0,073 MEUR | 0,073 MEUR | 0,000 MEUR |
| Solde disponible en droit de tirage F.S.E. de 2023 | 0,566 MEUR | 0,449 MEUR | 0,117 MEUR |
| Garanties déposées pour locations de cols de cygne | 0,351 MEUR | 0,357 MEUR | -0,006 MEUR |
| Total | 1,484 MEUR | 2,787 MEUR | -1,303 MEUR |

C. Comptes de régularisation

Les comptes de régularisation du passif se totalisent à 1,258 million d'EUR, ils diminuent de 62 mille EUR par rapport à 2024 et se scindent en :

| | Ex. 2025 | Ex. 2024 | Variation |
|---|-------------------|-------------------|--------------------|
| Charges financières dues sur emprunts BEI | 0,112 MEUR | 0,121 MEUR | -0,009 MEUR |
| Charges d'exploitation à imputer | 0,016 MEUR | 0,021 MEUR | -0,005 MEUR |
| Produits à reporter sur travaux | 1,130 MEUR | 1,178 MEUR | -0,048 MEUR |
| Total | 1,258 MEUR | 1,383 MEUR | -0,062 MEUR |

2. Le Compte de résultats

Le résultat d'exploitation de l'exercice 2025 présente un bénéfice de 4,320 millions d'EUR.

2.1. Ventes et prestations (Produits d'exploitation)

Les produits d'exploitation 2025 s'élèvent à 170,164 millions d'EUR, ils augmentent de 1,355 million d'EUR.

| Eclatement du chiffre d'affaires | Ex. 2025 | Ex. 2024 | Variation |
|--|---------------------|---------------------|--------------------|
| Ventes d'eau et de la redevance C.V.D. | 91,404 MEUR | 82,750 MEUR | 8,654 MEUR |
| Ventes d'eau et de la redevance C.V.A. | 60,792 MEUR | 54,446 MEUR | 6,346 MEUR |
| Contribution au fonds social de l'eau | 0,800 MEUR | 0,710 MEUR | 0,090 MEUR |
| Locations compteurs | 0,564 MEUR | 0,575 MEUR | -0,011 MEUR |
| Activités annexes | 6,135 MEUR | 5,683 MEUR | 0,452 MEUR |
| Sous-Total | 159,695 MEUR | 144,164 MEUR | 15,531 MEUR |

| | | | |
|--|---------------------|---------------------|-------------------|
| Variation des encours & produits finis | 0,076 MEUR | -0,133 MEUR | 0,209 MEUR |
| Production immobilisée | 4,650 MEUR | 4,739 MEUR | -0,089 MEUR |
| Autres produits d'exploitation | 5,738 MEUR | 20,037 MEUR | -14,299 MEUR |
| Produits d'exploitation non récurrents | 0,005 MEUR | 0,002 MEUR | 0,003 MEUR |
| Total | 170,164 MEUR | 168,809 MEUR | 1,355 MEUR |

Evolution des cessions volumétriques

| (en millions de m ³) | M ³ en 2025 | M ³ en 2024 | M ³ en 2023 |
|----------------------------------|------------------------|------------------------|------------------------|
| Cessions Production | 3,499 Mm ³ | 3,741 Mm ³ | 3,881 Mm ³ |
| Cessions Distribution | 24,433 Mm ³ | 23,276 Mm ³ | 23,220 Mm ³ |
| Volumes captés | 27,574 Mm ³ | 27,279 Mm ³ | 26,166 Mm ³ |
| Achats externes | 12,138 Mm ³ | 10,954 Mm ³ | 11,798 Mm ³ |
| Rendement global | 70,34% | 70,66% | 71,39% |

A. Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires de l'exercice 2025 s'élève à 159,695 millions d'EUR, contre 144,164 millions d'EUR en 2024, soit une augmentation de 15,531 millions d'EUR, correspondant à une croissance de 10,77 %.

Au niveau de l'activité de Production, les cessions volumétriques enregistrent une diminution de 242 mille m³ par rapport à 2024. Cette évolution s'explique principalement par la requalification de certains consommateurs auparavant comptabilisés dans la « Production ». Conformément aux dispositions du Code de l'Eau, ces consommateurs sont dorénavant repris au niveau de la « Distribution » avec application de la tarification en vigueur pour cette activité.

Au niveau de l'activité de Distribution, les ventes d'eau (CVD, CVA, Fonds Social de l'Eau et locations compteurs), qui constituent 96,16 % du chiffre d'affaires, augmentent de 15,080 millions d'EUR. Outre le passage de certains usagers de l'activité « Production » à l'activité « Distribution », cette variation s'explique par l'augmentation des volumes consommés (+ 1,158 million de m³ facturés soit +4,97%) ainsi que par les augmentations tarifaires observées (CVD et CVA).

B. Production immobilisée et autres produits d'exploitation

La production immobilisée et les autres produits d'exploitation s'inscrivent en diminution de 14,388 millions d'EUR par rapport à 2024. Cette évolution s'explique principalement par les prélèvements effectués en 2024 sur les surcouvertures des réserves mathématiques cantonnées auprès de l'OFP OGEO Fund. Ces prélèvements s'élevaient à 14,5 millions d'EUR lors de l'exercice précédent et ne se reproduisent pas en 2025.

Les produits d'exploitation non récurrents de 2025 s'élèvent à 4 mille EUR.

2.2. Coûts des ventes et prestations (Charges d'exploitation)

Les charges d'exploitation 2025 se chiffrent à 165,844 millions d'EUR. Comparées à l'exercice 2024, elles augmentent de 10,106 millions d'EUR (+ 6,49 %).

A. Approvisionnements et marchandises

Les approvisionnements et marchandises sont comptabilisés pour 82,162 millions d'EUR, ils augmentent de 7,766 millions EUR, en raison d'une charge d'assainissement plus importante au regard de la hausse du CVA passant de 2,3650 €/m³ à 2,6150 €/m³ à partir du 1^{er} février 2025 combinée à l'augmentation des volumes distribués.

En 2025, le coût de la sous-traitance à facturer est en baisse de 222 mille EUR par rapport à l'exercice 2024.

| Approvisionnement et marchandises | Ex. 2025 | Ex. 2024 | Variation |
|--------------------------------------|--------------------|--------------------|-------------------|
| Coût de l'assainissement | 59,789 MEUR | 53,509 MEUR | 6,280 MEUR |
| Coût net des achats d'eau | 9,795 MEUR | 8,686 MEUR | 1,109 MEUR |
| Redevance de protection des captages | 2,991 MEUR | 2,881 MEUR | 0,110 MEUR |
| Contribution de prélèvement | 3,518 MEUR | 3,777 MEUR | -0,259 MEUR |
| Achats de marchandises | 5,221 MEUR | 4,473 MEUR | 0,748 MEUR |
| Coût de la sous-traitance à facturer | 0,848 MEUR | 1,070 MEUR | -0,222 MEUR |
| Total | 82,162 MEUR | 74,396 MEUR | 7,766 MEUR |

Evolution des ressources et approvisionnements :

| (En million de m ³) | M ³ budget | M ³ en 2025 | M ³ en 2024 | M ³ en 2023 |
|---------------------------------|------------------------------|------------------------------|------------------------------|------------------------------|
| Captages de Hesbaye | 14,118 Mm ³ | 14,788 Mm ³ | 13,884 Mm ³ | 14,602 Mm ³ |
| Captages de Néblon | 10,000 Mm ³ | 11,467 Mm ³ | 12,092 Mm ³ | 10,303 Mm ³ |
| Autres captages | 1,250 Mm ³ | 1,318 Mm ³ | 1,303 Mm ³ | 1,261 Mm ³ |
| Production interne | 25,368 Mm ³ | 27,573 Mm ³ | 27,279 Mm ³ | 26,166 Mm ³ |
| Achats externes | 11,935 Mm ³ | 12,138 Mm ³ | 10,954 Mm ³ | 11,799 Mm ³ |
| Production totale | 37,303 Mm³ | 39,711 Mm³ | 38,233 Mm³ | 37,965 Mm³ |

La production totale de 2025 est de 1,478 million de m³ supérieure à celle de 2024 (+3,87 %) avec une production interne, qui gagne 294 mille m³ et des achats d'eau en augmentation de 1,184 million de m³. Nos captages ont permis d'obtenir pratiquement le même rendement qu'en 2024, soit une augmentation de 294.000 m³, tandis que la demande totale a augmenté de 915.000 m³. Il a donc été nécessaire d'acheter des volumes supplémentaires pour satisfaire cette demande accrue.

Notre autonomie hydrique affiche un taux de 69,43 % en 2025 contre 71,35 % en 2024.

B. Services et biens divers

Les services et biens divers s'élèvent à 23,143 millions d'EUR. Globalement, ceux-ci diminuent de 0,377 million d'EUR par rapport à un an plus tôt (-1,60 %) :

| Services et biens divers | Ex. 2025 | Ex. 2024 | Variation |
|---|--------------------|--------------------|--------------------|
| Frais sur achats | 0,026 MEUR | 0,026 MEUR | 0,000 MEUR |
| Autres indemnités conventionnelles | 0,077 MEUR | 0,056 MEUR | 0,021 MEUR |
| Charges locatives | 0,535 MEUR | 0,550 MEUR | -0,015 MEUR |
| Frais d'entretien et de réparations | 8,553 MEUR | 9,064 MEUR | -0,511 MEUR |
| Frais informatiques | 4,596 MEUR | 4,476 MEUR | 0,120 MEUR |
| Fournitures à l'intercommunale, dont les frais énergétiques | 4,206 MEUR | 4,446 MEUR | -0,240 MEUR |
| Redevances et assurances | 0,989 MEUR | 1,230 MEUR | -0,241 MEUR |
| Honoraires et cotisations | 3,525 MEUR | 3,119 MEUR | 0,406 MEUR |
| Frais de mission et de visibilité | 0,179 MEUR | 0,179 MEUR | 0,000 MEUR |
| Charge du personnel intérimaire | 0,313 MEUR | 0,230 MEUR | 0,083 MEUR |
| Emoluments aux organes de gestion | 0,144 MEUR | 0,144 MEUR | 0,000 MEUR |
| Total | 23,143 MEUR | 23,520 MEUR | -0,377 MEUR |

Au cours de l'exercice 2025, nos dépenses énergétiques ont enregistré une diminution de 7,62 % par rapport à 2024. Cette évolution positive résulte d'une stratégie efficace en matière de réservation des volumes d'énergie à consommer sur l'année.

En ce qui concerne les honoraires et cotisations versés au cours de l'exercice, il convient de souligner l'apparition de nouveaux coûts en 2025, absents en 2024. Ceux-ci incluent notamment les frais de consultance liés à l'audit organisationnel en cours, les dépenses occasionnelles liées aux missions de consultance « Frais de voyage » et « Directive européenne CSRD ».

Par ailleurs, les honoraires relatifs au recouvrement ont enregistré une hausse de 10,12 % sur la même période.

C. Rémunérations et charges sociales

Les rémunérations et charges sociales s'élèvent à 40,265 millions d'EUR :

| Rémunérations et charges sociales | Ex. 2025 | Ex. 2024 | Variation |
|---|--------------------|--------------------|-------------------|
| Rémunérations et avantages sociaux directs | 25,535 MEUR | 25,013 MEUR | 0,522 MEUR |
| Charges patronales d'assurances sociales | 12,205 MEUR | 12,629 MEUR | -0,424 MEUR |
| Primes patronales pour assurances extralégales | 0,850 MEUR | 0,596 MEUR | 0,254 MEUR |
| Autres frais de personnel | 1,398 MEUR | 1,301 MEUR | 0,097 MEUR |
| Variation de provision pour pécules de vacances | 0,244 MEUR | 0,050 MEUR | 0,194 MEUR |
| Variation de provision pour primes diverses | 0,033 MEUR | -0,004 MEUR | 0,037 MEUR |
| Total | 40,265 MEUR | 39,585 MEUR | 0,680 MEUR |

Elles augmentent de 0,680 million d'EUR par rapport à l'exercice 2024 en raison d'un unique saut d'index observé en mars 2025

Par ailleurs, la cotisation de responsabilisation payée diminue sur l'exercice 2025 :

| Cotisation de responsabilisation | Montant |
|----------------------------------|------------|
| 2025 | 2,432 MEUR |
| 2024 | 3,039 MEUR |
| 2023 | 3,759 MEUR |
| 2022 | 1,423 MEUR |
| 2021 | 1,327 MEUR |
| 2020 | 1,239 MEUR |
| 2019 | 1,013 MEUR |
| 2018 | 0,836 MEUR |
| 2017 | 0,751 MEUR |
| 2016 | 0,626 MEUR |

La diminution constatée résulte d'une modification des règles de calcul appliquées par l'Office National de Sécurité Sociale depuis 2024. Cette modification a entraîné, sur l'exercice 2025, une régularisation significative portant sur l'exercice précédent (2024). Le montant de cette régularisation s'élève à 1.037.674,19 €.

D. Amortissements

Les amortissements se chiffrent à 16,897 millions d'EUR, ils augmentent de 1,091 million d'EUR par rapport à l'exercice précédent.

Cette rubrique est scindée en :

- Amortissements sur immobilisations incorporelles : 2,612 millions d'EUR.
- Amortissements sur immobilisations corporelles : 14,285 millions d'EUR.

Les investissements en 2025 s'élèvent à 22,404 millions d'EUR, dont 3,542 millions sont couverts par des interventions de tiers (compensation de la charge d'amortissement par un produit financier).

Les dépenses d'investissements 2025 se répartissent pour :

- 1,486 million sur des immobilisations incorporelles ;
- 20,918 millions sur des immobilisations corporelles.

En synthèse, les dépenses d'investissement 2025 se présentent comme suit :

| DEPENSES D'INVESTISSEMENTS 2025 | |
|--|------------------|
| Immobilisations corporelles | |
| Travaux | 22.845.403,89 € |
| En cours au 01-01-2025 | -13.830.825,20 € |
| En cours au 31-12-2025 | 10.868.119,05 € |
| Etudes – Surveillances – Coordinations | |
| Encours au 01-01-2025 | -1.726.358,41 € |
| Encours au 31-12-2025 | 2.203.915,97 € |

| | |
|--|------------------------|
| Sous-total travaux | 20.360.255,30 € |
| Autres acquisitions directes | 557.708,36 € |
| Immobilisations incorporelles | |
| Développements | 1.428.753,39 € |
| En cours au 01-01-2025 | -229.596,78 € |
| En cours au 31-12-2025 | 286.631,33 € |
| Sous-total développements logiciels et actifs IT | 1.485.787,94 € |
| Autres acquisitions directes | 0,00 € |
| Dépenses d'investissements 2025 | 22.403.751,60 € |
| Dont financées sur fonds de tiers | 3.541.924,45 € |

E. Réductions de valeur

Sur l'exercice 2025, les réductions de valeur sur créances commerciales enregistrent une décote de 717 mille EUR. Celle-ci est due d'une part à l'ajustement de la réduction de valeur imposée par le Code de l'eau (- 722 mille EUR) et d'autre part à la réduction de valeur pratiquée sur la facturation de nos actes techniques (+ 5 mille EUR).

F. Provisions

Les mouvements de provisions de l'exercice 2025 se traduisent par une diminution nette de 0,551 million d'EUR, résultant de la différence entre les dotations et les utilisations et reprises de l'exercice :

- Les dotations s'élèvent à 2,097 millions d'EUR et se ventilent comme suit :
 - o 1,286 million d'EUR de provision pour les obligations sociales vis-à-vis des agents statutaires ;
 - o 0,811 million d'EUR de provision pour le Fonds Social de l'Eau ;
- des utilisations et reprises atteignent quant à elles 2,648 millions d'EUR, dont :
 - o 1,232 million d'EUR d'utilisation de la provision pour les obligations sociales vis-à-vis des agents statutaires ;
 - o 0,749 million d'EUR d'utilisation des provisions pour le Fonds Social de l'Eau ;
 - o 0,433 million d'EUR de reprise de provision pour remplacement des compteurs vétustes ;
 - o 0,154 million d'EUR de reprise de provision pour remplacement des compteurs Box.

G. Autres charges d'exploitation

Les autres charges d'exploitation s'élèvent à 1,492 million d'EUR, dont 0,612 million d'EUR présentent un caractère non récurrent.

| Autres charges d'exploitation | Ex. 2025 | Ex. 2024 | Variation |
|--|-------------------|-------------------|-------------------|
| Moins-values et abandons sur créances commerciales | 1,536 MEUR | 0,629 MEUR | 0,907 MEUR |
| Taxes diverses d'exploitation | 0,040 MEUR | 0,049 MEUR | -0,009 MEUR |
| Frais de gestion et droits de tirage sur F.S.E. | 0,746 MEUR | 0,734 MEUR | 0,012 MEUR |
| T.V.A. non déductible & procès-verbaux | 0,016 MEUR | 0,017 MEUR | -0,001 MEUR |
| Charges d'exploitation non récurrentes | 0,612 MEUR | 0,063 MEUR | 0,549 MEUR |
| Total | 2,950 MEUR | 1,492 MEUR | 1,458 MEUR |

Comparées à l'exercice précédent, ces charges augmentent de 1,458 million d'EUR principalement en raison d'un accroissement des abandons et moins-values sur créances commerciales, notamment lié au soulèvement d'office de la prescription par les Tribunaux.

2.3. Résultat financier

Le résultat financier est bénéficiaire de 501 mille EUR. En comparaison de l'exercice 2024, il diminue de 23,024 millions d'EUR.

Les principaux faits financiers de 2025 sont :

- la hausse de 172 mille EUR du dividende perçu de la société Network Research Belgium (N.R.B.) (365 mille EUR en 2025 contre 193 mille EUR en 2024) ;
- la baisse des intérêts perçus sur la trésorerie de 127 mille EUR (baisse des taux) ;
- la hausse de 98 mille EUR des amortissements sur subsides en capital ;
- la baisse de 107 mille EUR de la charge d'intérêts sur l'emprunt B.E.I. ;
- la reprise du solde des réductions de valeur enregistrées sur les placements à concurrence de 45 mille EUR.

A. Produits financiers

Les produits financiers de l'exercice 2025 s'élèvent à 1,806 million d'EUR et se répartissent comme suit :

| | Ex. 2025 | Ex. 2024 | Variation |
|--|-------------------|--------------------|---------------------|
| Revenus d'actions (Dividendes) | 0,384 MEUR | 0,200 MEUR | 0,184 MEUR |
| Intérêts sur placements et valeurs disponibles | 0,206 MEUR | 0,333 MEUR | -0,127 MEUR |
| Amortissement des subsides en capital | 1,216 MEUR | 1,118 MEUR | 0,098 MEUR |
| Plus-value sur réalisation d'actifs financiers | 0,000 MEUR | 23,212 MEUR | -23,212 MEUR |
| Total | 1,806 MEUR | 24,863 MEUR | -23,057 MEUR |

B. Charges financières

Les charges financières de 2025 s'élèvent à 1,305 million d'EUR et se ventilent comme suit :

| | Ex. 2025 | Ex. 2024 | Variation |
|--|-------------------|-------------------|--------------------|
| Intérêts sur les emprunts B.E.I. | 1,350 MEUR | 1,457 MEUR | -0,107 MEUR |
| Reprise de réduction de valeur sur actifs circulants | -0,045 MEUR | -0,123 MEUR | 0,078 MEUR |
| Charges financières diverses | 0,000 MEUR | 0,004 MEUR | -0,004 MEUR |
| Total | 1,305 MEUR | 1,338 MEUR | -0,033 MEUR |

2.4. Impôts

La charge fiscale de l'exercice s'élève à 355 mille EUR, elle est constituée :

- du précompte mobilier retenu sur les dividendes perçus pour 117 mille EUR ;
- du précompte mobilier retenu sur le produit des placements et valeurs disponibles pour 60 mille EUR ;
- de la charge fiscale estimée à l'IPM pour l'exercice d'imposition 2025 (bilan 2024) pour 178 mille EUR.

2.5. Affectation du résultat

Le résultat de l'exercice 2025 se solde par un bénéfice de 4,466 millions d'EUR, venant de 36,288 millions d'EUR un an plus tôt, soit une variation à la baisse de 31,822 millions EUR.

Après affectation de 5 % du bénéfice de l'exercice à la réserve légale (0,223 million d'EUR), le solde (4,243 millions d'EUR) est alloué au bénéfice à reporter, portant celui-ci à 50,123 millions d'EUR.

Affectations et prélèvements

| | |
|--|--------------------|
| • Bénéfice de l'exercice à affecter | 4,466 MEUR |
| • Bénéfice reporté de l'exercice précédent | <u>45,880 MEUR</u> |
| Bénéfice à affecter | 50,346 MEUR |
| • Affectation à la réserve légale | 0,223 MEUR |
| • Bénéfice à reporter | 50,123 MEUR |

II Principaux risques et incertitudes

L'intercommunale demeure exposée à plusieurs risques et incertitudes susceptibles d'influencer son activité et son développement futur.

En premier lieu, la CILE est confrontée à un risque de soutenabilité financière dans un modèle économique où les recettes dépendent principalement de la vente d'eau, alors que les charges d'exploitation et d'investissement demeurent orientées à la hausse. Cette situation est accentuée par l'évolution du coût de l'énergie, des matières premières, des prestations extérieures, des produits de traitement et des marchés publics, ainsi que par l'incidence des mécanismes de révision de prix.

En deuxième lieu, l'intercommunale reste exposée aux incertitudes affectant les volumes consommés, tant domestiques que non domestiques, ainsi qu'au vieillissement de certaines infrastructures, lequel peut impacter le rendement des réseaux, la continuité du service, les besoins de maintenance et la capacité de renouvellement patrimonial.

En troisième lieu, les obligations réglementaires et sanitaires se renforcent, en particulier en matière de qualité de l'eau, de suppression des raccordements en plomb, de surveillance des PFAS, nitrates, pesticides et métabolites, ainsi que de mise en œuvre des plans de gestion de sécurité sanitaire de l'eau. Ces exigences peuvent nécessiter des investissements et des coûts d'exploitation supplémentaires.

En quatrième lieu, les changements climatiques constituent un facteur d'incertitude majeur, tant par la multiplication des périodes de sécheresse pouvant affecter la disponibilité de la ressource que par la survenance d'épisodes pluvieux intenses susceptibles de dégrader la qualité des eaux brutes et d'accroître les besoins de traitement.

En cinquième lieu, en tant qu'opérateur d'un service essentiel, la CILE est exposée aux risques liés à la cybersécurité, à la résilience de ses infrastructures critiques et à la continuité de ses systèmes d'information et de télégestion.

En sixième lieu, dans un contexte socio-économique plus incertain, la CILE demeure exposée à un risque d'augmentation des impayés et de l'irrecouvrable. Ce risque pourrait être renforcé par l'évolution de la situation sociale de certains ménages, notamment à la suite de la réforme fédérale limitant dans le temps certaines allocations de chômage et réduisant la durée des allocations d'insertion. Pour certains usagers, la diminution ou la perte de revenus de remplacement peut accroître les difficultés de paiement des factures d'eau et peser sur les délais de recouvrement, les plans d'apurement et, à terme, le niveau des créances irrécouvrables.

Enfin, le contexte géopolitique international, notamment au Moyen-Orient, peut avoir des effets indirects sur l'activité de la CILE par le biais d'une volatilité accrue des marchés de l'énergie, de tensions sur certaines chaînes d'approvisionnement et d'un renchérissement de certains équipements ou intrants nécessaires à l'exploitation.

La CILE suit l'ensemble de ces risques de manière continue et adapte ses plans d'investissement, ses mesures d'optimisation, ses politiques de sécurité et ses coopérations sectorielles afin d'en limiter l'impact.

III Événements importants survenus après la clôture de l'exercice

Néant

IV Circonstances susceptibles d'avoir une influence notable sur le développement de l'Intercommunale

Néant

V Activités en matière de recherche et de développement

Néant

VI Succursales

Néant

VII Utilisation des instruments financiers

Néant

VIII Divers

Néant



Ingrid GABRIEL
Directrice générale



Thomas CIALONE,
Président